

Les sans-terre brésiliens protestent

Partage international n° 119 - Juillet 1998

Au Brésil, des milliers de personnes sans terre ont récemment occupé des immeubles fédéraux dans 16 villes, dans le but de contraindre le gouvernement à subventionner davantage la réforme foncière.

« *Le Congrès reste inerte. Il avait manifesté son intention de procéder aux réformes que nous avions demandées, mais il n'a rien fait. L'occupation d'immeubles est la seule arme dont nous disposons* », a déclaré Eduardo Luiz Emmerck, l'une des 1 000 personnes qui ont passé la nuit au ministère du Trésor du Brésil, dans le centre ville de São Paulo. Il a déclaré que sa famille « *ne pouvait survivre* » et rembourser un prêt du gouvernement avec les 8,5 dollars (50 FF) par jour, que leur rapporte la vente du lait des vaches qu'ils élèvent sur leur lopin de terre de 20 hectares. « *Même après que le gouvernement nous ait donné la terre, nous ne pouvons pas produire suffisamment pour assurer notre subsistance, et les prêts ne couvrent pas nos dépenses* », a-t-il précisé.

Les 4 000 membres du Mouvement national des ouvriers agricoles sans terre ont accepté de quitter les bureaux fédéraux. Mais ils ont menacé de bloquer les autoroutes et d'occuper les banques nationales si le gouvernement n'accélérait pas la distribution de quelques 440 millions d'hectares de terres agricoles vierges à un nombre de paysans sans terre estimé à 4 millions.

Les leaders du mouvement ont déclaré qu'ils cessaient les occupations, le ministre brésilien des finances, Pedro Malan, ayant donné son accord pour qu'une commission du Congrès négocie leurs revendications, y compris celle d'augmenter de plus

du double le montant des crédits agricoles accordés pour aider les paysans à exploiter les terres qui leur sont allouées. « *Maintenons la pression et demandons que la réforme agraire se fasse une fois pour toutes* », a déclaré un leader du mouvement, Roberto Baggio.

Le président, Fernando Cardoso, s'est engagé à établir 280 000 paysans sur des terres « vierges », réquisitionnées par le gouvernement, et à accorder à chaque famille un prêt de 6 500 dollars (35 000 FF) pour faciliter leur démarrage. Le mouvement a déclaré que les occupations se poursuivraient tant que le gouvernement n'aurait pas augmenté les prêts jusqu'à 89 000 FF et réduit les intérêts de 12 à 6,5 %.

« *Je préfère mourir que de continuer à souffrir ainsi* », a déclaré l'un des occupants, José Irapera. Cet ancien ouvrier agricole a expliqué qu'il a été licencié, il y a deux ans. « *J'ai besoin d'un petit lopin de terre. Ma femme, mes deux gosses et moi, nous sommes de braves gens. Nous ne voulons plus avoir faim.* »

Brésil

Sources : Christian Science Monitor, Etats-Unis

Thématiques : [Société](#), [environnement](#), [politique](#), [Économie](#)

Rubrique : [Les priorités de Maitreya](#) (« Pour aider les hommes dans leur tâche, Maitreya, l'Instructeur mondial, a formulé certaines priorités. Assurer à tous un approvisionnement correct en nourriture ; procurer à tous un logement convenable ; fournir à tous soins médicaux et éducation, désormais reconnus comme un droit universel. » Le Maître de Benjamin Creme, Partage international, janvier 1989. Dans cette rubrique, notre rédaction aborde les questions relatives aux priorités énoncées par Maitreya et présente des expériences orientées dans cette direction.)